

Annexe 41 : Caractérisation des canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par SNOI et de leurs bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de Jezainville

Nom de la commune	Code Insee	Nom du Transporteur	Adresse de l'opérateur
Jezainville	54279	Canalisation de transport d'hydrocarbures propriété de l'Etat, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés, service du MTES-DGEC, situé Tour Séquoia, place des Carpeaux, 92800 PUTEAUX et opérée par TRAPIL-ODC	TRAPIL-ODC 22 B route de Demigny Champforgeuil CS 30081 71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Ouvrages traversant la commune :

Néant

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
Mirecourt - Vilcey	78,4	205	0	enterré	145	15	10

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

Installations annexes situées sur la commune :

Néant

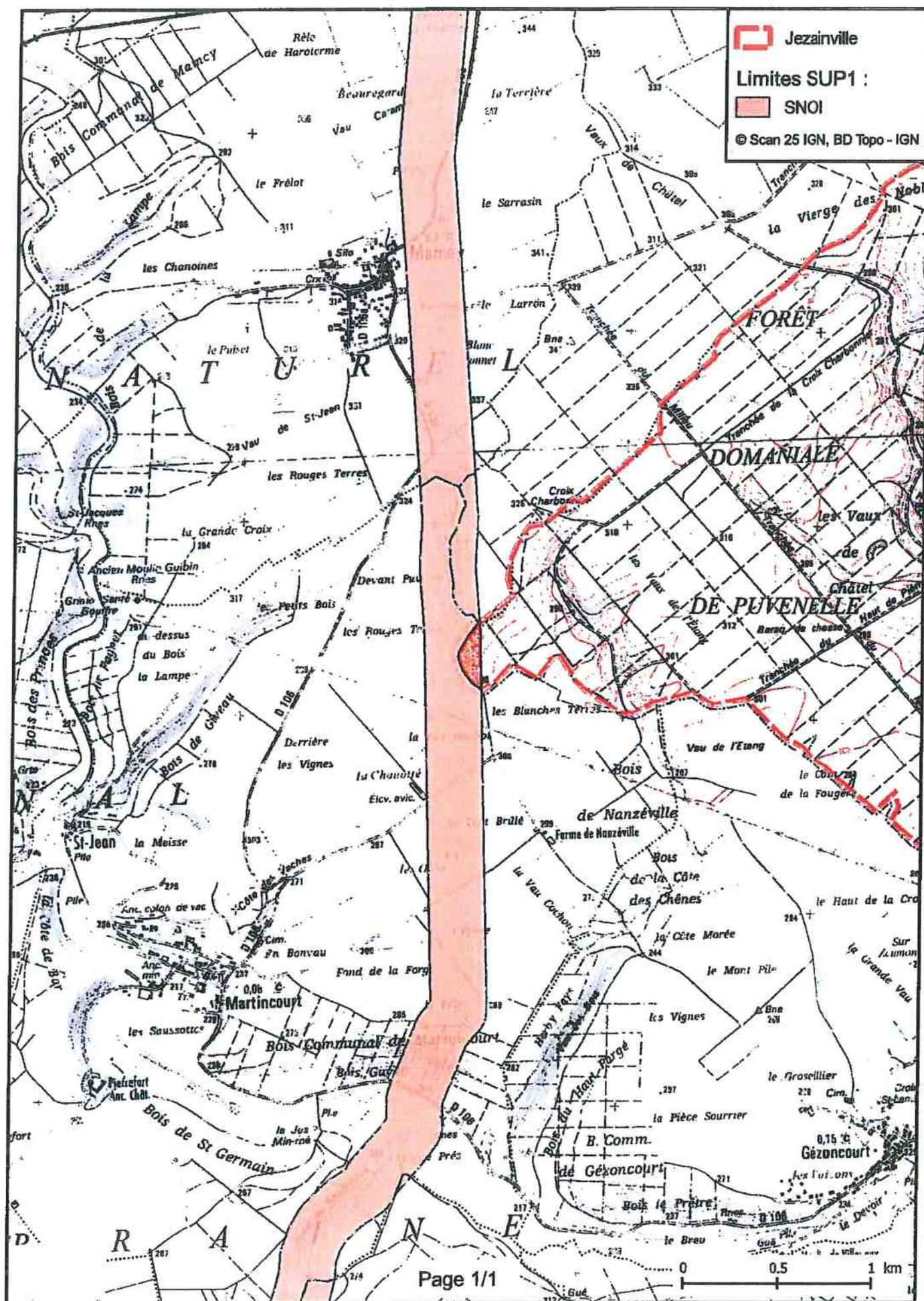
NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la Coordination des Politiques
Publiques

Bureau des procédures environnementales

Affaire suivie par : M. Francis PIEKARSKI

Téléphone 03 83 34 27 65

Télécopie 03 83 34 22 31

Courriel francis.piekarski@meurthe-et-moselle.gouv.fr



Nancy, le 22 DEC. 2017

La Secrétaire Générale chargée de
l'administration de l'État dans le
département de Meurthe-et-Moselle

Messieurs les présidents des
communautés de communes
(liste in fine)

OBJET : Maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport
Servitudes d'utilité publique

Le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST), lors de sa réunion du 28 novembre 2017 à laquelle vous avez été invité, a donné un avis favorable au projet d'arrêté instituant les servitudes visées en objet autour des canalisations de transport de matières dangereuses gérées par les sociétés SFDM, Trapil-Oléoduc de Défense Commune et Ethylène Est

J'ai en conséquence pris les arrêtés correspondants dont vous trouverez ci-joint une copie ainsi que les annexes concernant votre communauté de communes. Ces servitudes devront être annexées aux plans d'urbanisme des communes concernées.

Je vous précise enfin que j'ai notifié une copie de ces décisions et de ses annexes aux communes intéressées.

La Secrétaire Générale de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargée de l'administration de l'État dans le département

Marie-Blanche BERNARD

Vu 10/01/2018
Vu 10/01/2018
Vu 10/01/2018

Destinataires :

- Monsieur le président de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson
- Monsieur le président de la communauté de communes de Vezouze en Piémont
- Monsieur le président de la communauté de communes des Terres Toulaises
- Monsieur le président de la communauté de communes du Pays du Saintois
- Monsieur le président de la communauté de communes du Pays du Sânon
- Monsieur le président de la communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat
- Monsieur le président de la communauté de communes Mad et Moselle
- Monsieur le président de la communauté de communes
du Pays de Colombey et du Sud-Toulois
- Monsieur le président de la communauté de communes Meurthe-Mortagne-Moselle



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la Coordination des Politiques
Publiques

Bureau des Procédures Environnementales

N ° 2017-SUP-2

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL Instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport d'hydrocarbures propriété de l'Etat ayant comme transporteur le SNOI et opérées par TRAPIL-ODC sur le territoire du département de MEURTHE-ET-MOSELLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu la révision quinquennale de l'étude de dangers du transporteur transmise à la mission de contrôle technique des oléoducs de la défense par bordereau n° 020-15 du 10 juillet 2015 ;

Vu le courrier du Service des Essences des Armées n°003624 en date du 16 octobre 2015 prenant acte de cette étude ;

Vu le rapport n°2008/01 du GESIP, édition de janvier 2014, « Guide méthodologique pour la réalisation d'une étude de dangers concernant une canalisation de transport (hydrocarbures liquides ou liquéfiés, gaz naturel ou assimilé et produits chimiques » ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, en date du 11 octobre 2017 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle le 28 novembre 2017 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R. 555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CS 80031 - 54038 NANCY CEDEX

Téléphone : 03 83 34 26 26 - Télécopie 03 83 30 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Article 1er : Objet

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI), service du MTES-DGEC et opérées par TRAPIL-ODC sur le territoire du département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Pour chaque commune du département de MEURTHE-ET-MOSELLE concernée, ces servitudes d'utilité publique sont établies conformément aux distances figurant dans les tableaux et sur les cartes présentes dans l'annexe associée à la commune.

ARTICLE 2 : Définition des servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont centrées sur le tracé des canalisations et ont des largeurs de demi-bande, de part et d'autre de la canalisation, telles que définies dans les annexes du présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

Les démarches effectuées dans le cadre de l'analyse de compatibilité sont réalisées par le maître d'ouvrage auprès du transporteur le SNOI par l'intermédiaire de son opérateur TRAPIL - ODC dont les coordonnées sont les suivantes : TRAPIL – ODC, 22 B route de Demigny, Champforgeuil, CS 30081, 71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex.

ARTICLE 3 : Définition des servitudes d'utilité publique et maîtrise de l'urbanisation

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

ARTICLE 4 : Information du transporteur

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

ARTICLE 5 : Enregistrement des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L. 151-43, L. 153-60, L. 161-1 et L. 163-10 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 6 : Publications

En application de l'article R.555-53 du Code de l'Environnement, le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs et sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire de la commune ou au président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) concerné le cas échéant.

En cas de modification de l'arrêté, pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire.

ARTICLE 7 : Recours contentieux

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture, les sous-préfets de Lunéville et Toul, les présidents des établissements publics compétents, les maires des communes concernées, la directrice départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur du SNOI et au directeur de la société TRAPIL-ODC.

NANCY le 14 DEC. 2017

pour le préfet, absent, la Secrétaire Générale



Marie-Blanche BERNARD

Annexe 1 : Liste des communes impactées

Allain	Annexe 2
Amenoncourt	Annexe 3
Andilly	Annexe 4
Arnaville	Annexe 5
Autrepierre	Annexe 6
Bagneux	Annexe 7
Bainville-aux-Miroirs	Annexe 8
Battigny	Annexe 9
Bénaménil	Annexe 10
Blémerey	Annexe 11
Borville	Annexe 12
Bouvron	Annexe 13
Bruley	Annexe 14
Choloy-Ménillot	Annexe 15
Clayeures	Annexe 16
Courcelles	Annexe 17
Crépey	Annexe 18
Crézilles	Annexe 19
Dolcourt	Annexe 20
Domèvre-en-Haye	Annexe 21
Domgermain	Annexe 22
Domjevin	Annexe 23
Ecrouves	Annexe 24
Essey-et-Maizerais	Annexe 25
Euvezin	Annexe 26
Féccourt	Annexe 27
Fey-en-Haye	Annexe 28
Fraimbois	Annexe 29
Fraisnes-en-Santois	Annexe 30
Franconville	Annexe 31
Froville	Annexe 32
Gélaucourt	Annexe 33
Gerbéviller	Annexe 34
Gogney	Annexe 35
Gondrexon	Annexe 36
Goviller	Annexe 37
Gye	Annexe 38
Haudonville	Annexe 39
Igney	Annexe 40
Jezainville	Annexe 41
Laloeuf	Annexe 42
Laronxe	Annexe 43
Loromontzey	Annexe 44
Lucey	Annexe 45
Mamey	Annexe 46
Manoncourt-en-Woëvre	Annexe 47
Manonviller	Annexe 48
Martincourt	Annexe 49
Moncel-lès-Lunéville	Annexe 50
Montauville	Annexe 51
Mont-le-Vignoble	Annexe 52
Moriviller	Annexe 53
Moutrot	Annexe 54
Ochey	Annexe 55

Pagney-derrière-Barine	Annexe 56
Pagny-sur-Moselle	Annexe 57
Prény	Annexe 58
Pulney	Annexe 59
Reillon	Annexe 60
Repaix	Annexe 61
Saint-Baussant	Annexe 62
Saint-Clément	Annexe 63
Saint-Germain	Annexe 64
Selaincourt	Annexe 65
Thiaucourt-Regniéville	Annexe 66
Thiébauménil	Annexe 67
Thorey-Lyautey	Annexe 68
Thuilley-aux-Groesilles	Annexe 69
Toul	Annexe 70
Tremblecourt	Annexe 71
Vandeléville	Annexe 72
Vandières	Annexe 73
Vého	Annexe 74
Viéville-en-Haye	Annexe 75
Vilcey-sur-Trey	Annexe 76
Villacourt	Annexe 77

